## Fonction publique : «Il faut voter pour avoir des interlocuteurs forts»

Le secrétaire national de la fédération générale des fonctionnaires FO est venu à Chaumont dans le cadre des élections professionnelles qui vont avoir lieu dans la Fonction publique. Selon lui, « il y a un gros enjeu».

hristian Grolier, le secrétaire national de la fédération générale des fonctionnaires du syndicat Force ouvrière était à Chaumont ce lundi 26 septembre dans le cadre du lancement de la campagne des élections professionnelles dans la fonction publique qui auront lieu du 1er au 8 décembre, aussi bien dans la fonction publique d'Etat que dans la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale.

Alors que 5,6 millions d'agents sont concernés dans tout le pays (il n'y a malheureusement pas de chiffres pour la Haute-Marne) et que la Fonction publique représente 20% des emplois salariés, Christian Grolier parle d'un «gros enjeu». Jusqu'à présent, contrairement à ce qui se passe dans le privé, le taux de participation était relativement important (52% aux dernières élections de 2018). Mais pour cette année, FO a des inquiétudes. A cause du contexte général, qu'il s'agisse de la défiance envers les syndicats qui a pu se manifester lors du mouvement des gilets jaunes ou de la très faible participation aux dernières élections politiques. Mais aussi à cause de la généralisation du vote électronique qui peut rebuter (avec les identifiants et les mots de passe) et casse la dynamique de groupe. Et du fait que le vote est quand même un peu complexe (il y a plusieurs scrutins en même temps et les instances de représentation du personnel telles que les comités techniques et CHSCT sont fusionnées en un comité

## Elections professionnelles : «Tout est fait pour compliquer les choses»

«Tout est fait pour compliquer les choses et qu'il y ait un risque fort d'une baisse de la participation», résume Christian Grolier. «Mais il faut voter pour avoir des interlocuteurs forts». D'autant que les sujets qu'il va falloir traiter sont essentiels



De gauche à droite : Rachel Sugneau, qui est aujourd'hui secrétaire générale adjointe (au niveau national) de FO DGFIP, Christian grolier, secrétaire de la fédération générale des fonctionnaires FO, Anna Morel, trésorière adjointe de l'UD FO et candidate à la. succession du secrétaire de l'UD FO Philippe Cousin au congrès du 7 octobre, Sébastien Cailliès, secrétaire départemental de la fédération enseignants FO, et Matthieu Testart, secrétaire départemental de FO DGFIP et de la fédération des fonctionnaires.

: il y a bien sûr la réforme des retraites, mais aussi la politique salariale des fonctionnaires. «Ils veulent nous faire passer d'une fonction publique de corps et de grades à une fonction publique de métiers», souligne Christian Grolier. «Et la rémunération des fonctionnaires sera liée à la réforme des retraites. Car ce n'est évidemment pas la même chose de toucher sa retraite sur les 6 derniers mois de salaire ou sur 42 années de cotisation. Et les primes des fonctionnaires, qui peuvent parfois être très

importantes dans la rémunération, ne sont pas prises en compte dans le calcul des retraites. Il y a des impacts énormes! On fait le tour de France pour sensibiliser tout le monde».

Plus localement, Matthieu Testart, secrétaire du syndicat FO DGFIP, dénonce la «disparition massive» des implantations territoriales des finances publiques avec des usagers mécontents, des incidents qui augmentent et des tensions au sein du personnel alimentées par un recours à la contractualisation.

## L'inflation, une chance pour le gouvernement?

D'une manière générale, il y a de plus en plus de contractuels dans la fonction publique (grosso modo, 1 million sur les 5,6 millions d'agents). Et dans l'Education nationale, comme a pu le constater Sébastien Cailliès, secrétaire départemental du syndicat FO enseignement, certains de ces contractuels n'ont même pas eu droit à la fameuse formation de 4 jours. Le syndicaliste cite ainsi le cas à Chaumont d'un candidat à un poste pour la rentrée qui a été nommé tardivement et qui s'est ainsi retrouvé du jour au lendemain devant une classe de 36 élèves!

Le syndicat FO, qui dénonce depuis des années la dégradation des services publics et des conditions de travail, les coupes budgétaires et les suppressions d'emploi dans la fonction publique, est, au niveau national, la 1ère organisation dans la fonction publique d'Etat, la 2e dans la fonction publique hospitalière et la 3e dans la fonction publique territoriale. En Haute-Marne, il est 1er dans la fonction publique hospitalière et la fonction publique d'Etat et 4e dans la fonction publique territoriale.

Christian Grolier ne cache pas que les syndicats n'arrivent pas à mobiliser suffisamment et que le rapport de forces avec le gouvernement n'est donc pas suffisant : «Quand vous avez une inflation à 6% et une augmentation des salaires de 3,5% après 10 ans de gel, les salariés ont du mal à accepter une perte de salaire en faisant grève. C'est le pouvoir problème du d'achat. Or, il faudrait plusieurs jours de grève pour bloquer l'économie et obliger le gouvernement à dialoguer...»

## Démétropolisation : «aucun agent de l'Essonne n'est venu à Chaumont !»

e 29 janvier 2020, Gérald Darmanin, alors ministre de l'Action et des Comptes publics, annonçait que Chaumont faisait partie des 50 premières villes retenues pour accueillir un service des finances publiques localisé dans une grande métropole. L'info était immédiatement relayée par la préfète et la députée Bérangère Abba, tandis que la maire de Chaumont, à l'approche des élections municipales, se réjouissait de cette «belle opportunité» d'accueillir de nouvelles familles.

Presque deux ans plus tard,

lors du conseil municipal du 19 novembre 2021, Christine Guillemy précisait qu'il s'agissait de «plus de 25 emplois» à partir du 1er septembre 2022 et de «fonctionnaires de l'Etat qui auraient dû être nommés en région parisienne et qui seront affectés sur Chaumont». Mais jourd'hui, comme il l'avait d'ailleurs prévu dès le début, le syndicat FO des finances publiques précise par la voix de Matthieu Testart et de Rachel Sugneau que la «démétropolisation» du service d'impôts des entreprises de l'Essonne

concerne pour le moment une petite quinzaine de personnes (même si 25 emplois doivent être implantés à l'horizon 2024), qu'il y a peu d'agents titulaires et pas mal de contractuels et qu'une bonne majorité de ces agents a un lien avec le département (certains étaient déjà en Haute-Marne dans un autre service de la DGFIP).

En fait, «aucun agent de l'Essonne n'est venu à Chaumont». Et on est donc bien loin des 25 familles de la région parisienne qui devaient venir habiter à Chaumont...

L'inflation pourrait donc être une chance pour le gouvernement?